

Couronne. Il est maintenant établi que la corruption et l'incompétence n'avaient pas été absentes de l'administration des finances publiques à Terre-Neuve, mais n'est-il pas fascinant de constater combien il est facile d'implanter l'idée de l'Empire. Robert Clive qui eut à lutter contre les maharadjahs corrompus de la confédération du sud aurait sympathisé sur ce point avec le président de la Banque de Montréal. De même, il aurait certainement compris le Gouverneur de Terre-Neuve qui, au tournant de ce siècle, tentait de diriger l'action de sir Robert Bond dans tous les domaines, de la confédération aux relations avec les États-Unis.

A cette étape de l'histoire nous nous trouvons devant ce qui semble à première vue un autre paradoxe de la politique décisionnelle de la Grande-Bretagne.⁸ Pourquoi, puisque les Britanniques voyaient depuis 1865 dans l'adhésion au Canada la solution au problème de Terre-Neuve, la Commission Amulree l'a-t-elle si sommairement éliminée? Par réalisme, sans aucun doute. Lord Amulree, sûrement aidé et soutenu de très près par P. A. Clutterbuck, le représentant du Dominions Office qui agit en tant que secrétaire de la Commission et qui allait plus tard jouer un si grand rôle comme sous-secrétaire d'État adjoint aux Affaires des Dominions et haut commissaire de Grande-Bretagne au Canada pour faire de la confédération une réalité, a très bien saisi quelles étaient les possibilités à l'époque et a agi en conséquence. C'est peut-être pourquoi, une fois les travaux de la Commission terminés, le gouvernement reconnaissant lui fit cadeau, sur sa demande, d'un plateau d'argent au lieu de l'encrier traditionnel dont il avait déjà reçu un exemplaire en tant que président d'une autre Commission.

Dans son rapport, déposé en octobre 1933, la Commission Amulree recommandait notamment la suspension du gouvernement dans sa forme existante jusqu'à ce que l'île puisse de nouveau suffire à ses propres besoins, et la création d'une commission spéciale dirigée par le Gouverneur et composée de six autres membres, trois de la Grande-Bretagne et trois de Terre-Neuve, pour remplacer le parlement et le Conseil exécutif. La Commission pour Terre-Neuve devrait répondre au secrétaire d'État aux Affaires des Dominions à Londres, qui lui-même assumerait la responsabilité générale des finances de l'île. Il serait entendu qu'une fois les difficultés surmontées et le pays redevenu auto-suffisant, le gouvernement responsable serait rétabli *à la demande de la population de Terre-Neuve*.

Ces mots en italiques, apparemment limpides et inoffensifs, passèrent presque inaperçus dans le débat et la discussion qui suivirent en Grande-Bretagne et à Terre-Neuve. On pourrait penser que les défenseurs des droits démocratiques que Terre-Neuve avait gagnés de haute lutte réagiraient à l'idée d'insérer cette condition gratuite, puisqu'elle laissait entendre que la population de l'île pouvait bien ne pas souhaiter le rétablissement d'un gouvernement responsable, du moins dans son ancienne forme. De plus, quelle définition donnait-on dans ce contexte à

⁸ Pour un autre, voir les documents. Il y avait une période, surtout pendant et même après la Seconde Guerre mondiale, où le gouvernement britannique changea son fusil d'épaule, désirant garder Terre-Neuve dans le camp britannique et s'en occuper. Il est probable que cette attitude était surtout le résultat de l'affection qu'on avait envers Terre-Neuve suite à son appui inébranlable et sans prétensions de la Grande-Bretagne pendant deux guerres.